

Les Amériques en octobre 2002

Afef Benessaieh



Ce mois-ci encore, inquiétudes, incertitudes et crise sont les mots qui reviennent le plus souvent pour décrire la conjoncture économique dans les Amériques. Malgré tout, les négociations commerciales dans l'hémisphère continuent avec un bel entrain. C'est le Chili qui mène le peloton avec la conclusion d'une entente de libre-échange avec la Corée et continue des négociations serrées avec les États-Unis. Dans la même veine, la septième réunion des ministres du Commerce de l'Hémisphère s'est tenu à Quito le 1er novembre. Pressés par les États-Unis, qui souhaitent donner un coup de fouet aux négociations en cours, les ministres se sont entendus pour conforter le Comité des négociations commerciales dans son rôle de coordination et accélérer les discussions dans les différents groupes de négociation. Autre sujet de satisfaction pour les États-Unis, qui aux dires du Représentant au commerce Robert Zoellick ont atteint les sept objectifs qu'ils visaient, les ministres se sont entendus sur un Programme de coopération hémisphérique prévoyant de l'aide technique et financière pour l'arrimage des petites économies au processus hémisphérique. Si le Canada et les États-Unis préfèrent en débattre au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) plutôt que dans le cadre des pourparlers régionaux, les ministres n'en n'ont pas moins réaffirmé leur intention de se pencher sur la question de l'élimination des subsides agricoles. Enfin, à l'issue de cette rencontre, une nouvelle version de l'avant-projet d'accord a été mise en ligne (voir à http://www.dfait-maeci.gc.ca/tna-nac/ftaa_neg-f.asp). Les États-Unis et le Brésil vont désormais assurer la présidence pour la suite des négociations. Mais la nouvelle du mois demeure sans conteste, l'élection de Lula à la présidence du Brésil¹.

*
* *

¹ Sur Quito et les élections présidentielles au Brésil voir les chroniques thématiques.

ALÉNA

États-Unis

L'économie bat de l'aile aux États-Unis et, à l'approche des élections législatives du 5 novembre, le thème a pris une dimension de plus en plus politique. Ainsi, les Démocrates s'insurgent contre les guéguerres de Bush au Moyen Orient qui, selon eux, détournent l'attention du public des problèmes de conjoncture économique interne plus urgents. Sentant le vent tourner, l'administration Bush a d'ailleurs commencé à changer de discours : celle-ci préfère maintenant souligner que la récession de 2001 avait déjà commencé en 2000, soit du temps de Clinton, histoire de souligner que sa performance économique est loin d'être aussi mauvaise que d'aucuns le prétendent. Mais malgré l'optimisme plutôt à contre-courant de l'administration, appuyée en cela par l'influente National Association of Business Economics (NABE), les faits et les chiffres indiquent que la reprise économique aux États-Unis se fait attendre. La Fed estime d'ailleurs qu'exception faite d'une hausse de la productivité pour le moins étonnante, combinée à une bonne performance du marché du logement, l'économie des États-Unis frôle actuellement l'anémie. En effet, les indicateurs pour l'activité manufacturière, les ventes au détail, la demande de biens en capitaux et les indices de confiance des consommateurs du mois de septembre, piquent tous du nez.

Les estimations de l'Institute for Supply Management (ISM), basées sur des enquêtes mensuelles faites auprès de 350 dirigeants d'entreprises industrielles, indiquent que l'indice des conditions d'affaires dans le secteur manufacturier est descendu en septembre à 40,5, par rapport aux 50,5 atteints en juillet et août derniers. L'indice des nouvelles commandes, qui prend le pouls des prévisions des manufacturiers sur leur production future, a légèrement repris du mieux, passant de 49,7 en août à 50,2 en

septembre. Il demeure toutefois plus de 15 points en-dessous de l'indice calculé pour mars dernier. Dans le secteur des services, l'indice est comparativement meilleur : l'activité a crû de 50,9 à 53,9 entre août et septembre. Le Département du Commerce calcule aussi que les ventes au détail (surtout dans le secteur automobile) ont chuté de 1,2 % en septembre dernier, ce qui constitue la contraction la plus forte depuis novembre 2001. La demande en équipements industriels et les commandes de biens durables, deux indicateurs-clés pour connaître les tendances à l'investissement des entreprises, se seraient pour leur part contractés de 12,6 % et de 5,7 %, respectivement, en septembre. Pour sa part, l'indice de confiance des consommateurs calculé par l'Université du Michigan s'est rétracté à 80,4 en octobre (une chute qui ne s'était pas vue depuis 1993), poursuivant ainsi une tendance à la baisse qui dure depuis cinq mois déjà. Pour le mois d'octobre, l'indice a poursuivi sa chute et s'est établi à 79,4. Enfin, en matière d'emploi, l'indice de l'ISM est passé de 45,8 en août à 44,9 en septembre. De son côté, le Département du Travail indique une légère hausse du taux de chômage en octobre, celui-ci passant de 5,6 % à 5,7 %, ainsi qu'un recul du nombre des travailleurs sur les fiches de paie.

Au troisième trimestre, le taux de croissance économique aux États-Unis a malgré tout atteint les 3,1 %, un chiffre inférieur toutefois aux prévisions des économistes (5,6 %), en raison surtout de l'aggravation du déficit commercial. Les chiffres confirment ce que l'on savait, à savoir que la croissance est surtout portée par les consommateurs (4,2 %) et que les investissements ne repartent toujours pas. De son côté, le Conference Board estime que, sans retomber dans la récession, l'économie américaine devrait néanmoins plus ou moins stagner dans les six prochains mois. L'organisme calcule en effet que son indice synthétique a chuté pour un quatrième mois consécutif, soit de 0,2 % au mois de septembre (pour atteindre 111,6 ; 1996 = 100). L'indice de l'activité économique

courante, qui mesure les tendances actuelles, est resté stable, ce qui appuie la thèse de ceux qui croient que l'anémie actuelle est surtout due à l'instabilité des marchés financiers, ce qui reste à voir. Mais, malgré ces statistiques peu encourageantes, le Conference Board estime que l'économie enregistrera une croissance de 2,5 % cette année, croissance qui devrait grimper à 4 % l'an prochain. Ces pronostics sont nettement plus optimistes que les statistiques publiées par le FMI au 25 septembre, l'organisme prévoyait alors un taux de croissance de 2,6 % pour 2003 et de 2,2 % pour cette année.

D'un point de vue commercial, le déficit des États-Unis a battu en août de nouveaux records atteignant les 38,5 milliards de \$É.U. Par rapport au mois précédent, les exportations ont chuté de 1,3 % tandis que les importations ont grimpé de 2%, soit, respectivement, 81,9 milliards et 120,3 milliards de \$É.U. Le déficit bilatéral avec la Chine et le Mexique, deux de ses plus importants partenaires commerciaux, s'est également creusé : de juillet à août, il est passé de 9,34 à 10,9 milliards de \$É.U. pour la Chine et de 3,4 à 3,5 milliards de \$É.U. pour le Mexique.

Enfin, la dispute sur l'acier connut un étonnant revirement ce mois-ci : mi-octobre, la Commission du commerce international des États-Unis (USITC) a conclu que les importations d'acier provenant d'une quinzaine de pays ne constituaient pas une menace pour les producteurs nationaux. La décision de l'USITC signifie une révocation de facto des mesures tarifaires allant jusqu'à 30 %, mises en place par l'administration Bush en mars dernier.

Canada

Au Canada, le « tigre du Nord » selon le vice-premier ministre John Manley, les prévisions économiques continuent d'être plus favorables qu'aux États-Unis. Le groupe financier de la Banque royale (RBC) prévoit que l'économie canadienne connaîtra un taux de croissance de 3,6 % en 2002 (un chiffre similaire à celui qu'avance la Banque

du Canada pour le troisième trimestre de 2002 et l'année complète), contre 2,5 % aux États-Unis. Pour 2003, la RBC estime que les chiffres grimperont respectivement à 4,1 % et 3 %. Le groupe indique également que la valeur du dollar canadien devrait solidement augmenter d'ici l'an prochain, pour s'établir à plus de 70,4 cents américains en 2003. Le groupe bancaire attribue cette croissance économique à la confiance des consommateurs et au dynamisme du marché de l'immobilier.

Sur le plan de l'emploi, par contre, le taux de chômage a légèrement augmenté en septembre pour afficher les 7,7 %, contre 7,5 % en août. Plus de 5000 emplois à temps plein ont été perdus pendant ce seul mois – ce qui porte à 255 000 le nombre d'emplois à temps plein créés depuis le 1er janvier de l'année – tandis que 45 700 nouveaux postes à temps partiel ont été créés. Ces données ne doivent guère surprendre : en août, le PIB a à peine augmenté de 0,1 % par rapport à juillet, l'indice composite a augmenté de 0,2 % et les milieux d'affaires dans le secteur manufacturier se montrent extrêmement prudents dans l'enquête mensuelle d'octobre de Statistique Canada.

La question de l'amélioration du niveau de vie des Canadiens a aussi suscité quelques débats au pays ce mois-ci. Le Conference Board, par exemple, indiquait que l'économie était en déclin et que l'écart des niveaux de vie entre le Canada et les États-Unis risquait de doubler d'ici 10 ans si de nouvelles mesures fédérales, notamment en faveur de la formation de la main-d'œuvre, de la reconnaissance des équivalences professionnelles des immigrants ou encore de la réduction des barrières au commerce inter-provincial, n'étaient pas prises.

Mexique

Au Mexique, les comptes extérieurs ont obtenu de piètres résultats durant le premier semestre de l'année. Selon une étude de la Banque du Mexique rendue publique pendant la première semaine d'octobre, la balance des biens et des services a enregistré

un déficit de 7 993 millions de \$É.U. La balance des capitaux montre aussi un fléchissement substantiel : par rapport à la même période de 2001, les flux d'investissements étrangers vers les États-Unis ont chuté de plus de 42 % au cours du premier semestre de l'année, soit une baisse de 3 846,9 millions de \$É.U., pour un total de 5 298,8 millions de \$É.U. Ce déclin serait principalement relié à l'instabilité des investissements en bourse.

Plus généralement, l'activité économique au Mexique s'est montrée modeste. Pour le mois d'août, l'INEGI calcule que l'indice de l'activité industrielle a augmenté de 0,23 % (par rapport au mois précédent) et de 0,7 % face aux chiffres d'août 2001. Ce regain s'explique notamment par la bonne performance des secteurs de la construction, de l'électricité, de l'eau et du gaz. D'août 2001 à août 2002, le secteur manufacturier n'a, par contre, pas fait de progrès substantiels en ce mois d'août se contentant d'un faible 0,1 % de croissance moyenne. Ces données s'expliquent par une contraction de 3,2 % du secteur des maquiladoras et par la modeste croissance de 0,4 % du secteur non-maquiladora. De plus, selon un sondage mensuel de la Banque du Mexique auprès d'organisations de gens d'affaires, l'inflation au pays devrait atteindre 4,98 % cette année. Le Secrétariat du trésor et du crédit public estime pour sa part que l'inflation ne dépassera pas 4,5 % et que la croissance économique atteindra 1,7 %. La Banque du Mexique prévoit de son côté que la croissance ne dépassera pas les 1,3 %.

Enfin, un nouveau rapport plutôt original de l'Institut national de statistiques et de géographie (INEGI) tente d'évaluer l'importance du secteur informel au Mexique. L'Institut estime de cette manière que celui-ci constitue près de 12,2 % du PIB national, soit trois fois la taille des secteurs de l'agriculture et de l'élevage. Il calcule aussi que 28,8 % de la population active (excluant le secteur agricole) travaille "au noir". Quoique l'organisme ait certainement été guidé par de louables intentions voulant, le plus sérieusement du monde, formaliser

l'informel, on ne peut que douter de la crédibilité des chiffres avancés : ils sont certainement fortement au-dessous de la réalité.

D'autre part, début octobre, le ministre de l'Économie Luis Ernesto Derbez a annoncé qu'il amorcerait sous peu des négociations commerciales en vue d'un ambitieux accord de libre-échange avec le Japon, qui devrait inclure, dès le départ et ce malgré les difficultés associées à ce thème, le secteur agricole. À l'issue de la rencontre du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), ayant eu lieu du 21 au 27 octobre en Basse Californie, les mandataires des deux pays ont annoncé que la première ronde des négociations s'amorcerait le 18 novembre à Tokyo. Ils ont aussi confirmé que les deux pays comptaient signer un accord de libre-échange d'ici un an

MERCOSUR

Brésil

C'est maintenant chose faite, Lula a gagné le second tour des élections présidentielles au Brésil avec 61% des voix, ce qui, fait à souligner, semble avoir ramené le calme sur les marchés financiers. Les observateurs s'attendent à ce que le nouveau président, dont le parti ne détient qu'un cinquième des sièges au Congrès et au Sénat, se prête maintenant au complexe jeu des alliances afin d'assurer la gestion à court terme du pays et surtout de ne pas s'aliéner les (tièdes) sympathies des organismes économiques multilatéraux et du Département d'État des États-Unis. Fait à signaler d'ailleurs, le FMI s'est empressé de féliciter le nouveau président...

Ces sympathies sont d'une grande importance puisque le mois d'octobre s'est montré plutôt turbulent sur le plan financier. Devant l'instabilité de la valeur du real – il avait atteint la barre de 4 real pour 1 \$ É.U. la semaine précédente, le 14 octobre la Banque centrale du Brésil a haussé de trois points les taux en vigueur, portant de 18 à

21% le taux au jour le jour. La mesure "extraordinaire" – elle élève les taux d'intérêt à un niveau qui ne s'était pas vu depuis janvier 1999 – a eu pour effet immédiat de ramener la monnaie brésilienne à 3,83 real pour 1\$É.U. toutefois, Cette mesure a toutefois entraîné une augmentation importante de la dette externe du pays (260 milliards de \$É.U.), dont près de 40% est indexée au dollar. Par ailleurs, la dépréciation du real s'est traduite par un solide surplus commercial de 2,48 milliards de \$É.U., ce qui porte à 7,85 milliards de \$É.U. l'excédent commercial du pays pour les neuf premiers mois de 2002. Le gouvernement et les autorités bancaires prévoient d'ailleurs que le surplus dépassera 10 milliards de \$É.U. à la fin de l'année.

Argentine

La saga Argentine-organismes financiers multilatéraux se poursuit. Comme on pouvait s'y attendre, l'échéance du 9 octobre est venue sans que le gouvernement argentin puisse honorer le paiement de sa dette internationale garantie par la Banque mondiale, quelque 250 millions de \$É.U., sans puiser dans ses maigres réserves internationales. Le FMI refusant toujours d'offrir les nouveaux crédits qui permettraient au pays de se sortir momentanément de ce borbier financier, le ministre de l'Économie Roberto Lavagna a déclaré que le pays ne pouvait remplir ses engagements dans l'immédiat en raison de sa situation économique, financière et légale, mais qu'il tenterait de rembourser ses dettes à la Banque mondiale d'ici 60 jours, soit d'ici au 9 décembre. Lors de la réception de la lettre d'intention de l'Argentine le 15 octobre, le FMI a indiqué qu'il prenait note du refus du gouvernement de procéder à l'augmentation des impôts. De plus, le FMI a réitéré sa demande que le gouvernement argentin poursuive une ferme politique monétaire et augmente les prix pour les services publics. Le cas argentin serait néanmoins toujours à l'étude. Toutefois, de nouvelles déclarations faites pendant la troisième semaine d'octobre

permettent de croire que l'organisme devrait prendre une décision sur l'allocation de nouveaux fonds à l'Argentine d'ici le 15 novembre prochain, date laquelle le pays se trouvera de nouveau en défaut de paiement avec la BID et la Banque mondiale si le Fonds n'intervient pas. Cela dit, on ne sait pas trop si la visite de Roberto Lavagna à Washington au 30 octobre signifie quelque chose de nouveau ou non. Des rumeurs répandues dans les médias indiquent en effet que le FMI aurait l'intention de geler les négociations avec l'administration actuelle pour les reprendre avec le prochain gouvernement...

D'un point de vue commercial, la dévaluation du peso du début de l'année ne s'est pas traduite par les excédents commerciaux auxquels on se serait attendu, toutes les monnaies étant orientées à la baisse dans le Cône sud. Ainsi, le Brésil a aussi connu une dépréciation substantielle de sa monnaie en raison de la conjoncture pré-électorale et de la nervosité des investisseurs à miser sur une économie trop proche de l'Argentine. Les exportations de l'Argentine auraient donc chuté de plus de 27 % entre janvier et août par rapport à la même période de 2001. D'autant plus que le Brésil qui recevait traditionnellement près d'un tiers des exportations de l'Argentine n'en a reçu cette année que 19,6 %.

Paraguay

Le Paraguay est quant à lui en déroute économique. Ainsi, le taux d'inflation cumulé au mois de septembre 2002 totalise les 11,1 %, soit près du double de l'an passé à la même période. On attend toujours que soit approuvée par le Sénat la "Loi sur la transition économique" avalisée par le FMI et exigée avant que tout accord (sur un crédit de près de 200 millions de \$ É.U.) ne soit signé entre le FMI et le pays. Cette loi prévoit essentiellement la réduction du déficit budgétaire de 0,5 à 0,8 % du PIB et l'instauration d'un cadre légal consolidant le secteur financier. Dans le cas d'une approbation par le FMI d'un crédit de confirmation, le gouvernement Macchi

espère aussi avoir accès à des fonds additionnels d'une valeur de 440 millions de \$É.U., dont 100 millions de \$É.U. provenant de la BID et de la Banque mondiale auxquels s'ajouteraient 90 millions de \$É.U. en crédits d'urgence et de 20 à 50 millions de \$É.U. de l'Union européenne.

Uruguay

En Uruguay, malgré l'opération de sauvetage opérée récemment par les organismes économiques multilatéraux, les statistiques économiques et commerciales ne s'améliorent pas. Entre janvier et septembre de cette année, les exportations du pays auraient chuté 11,9 % (en comparaison avec la même période l'an dernier), pour se chiffrer à 1 492 millions de \$É.U. Les exportations vers le marché argentin ont, pour leur part, chuté de 65,7 % au cours de la même période. Les réserves de la Banque centrale ont, de leur côté, décliné derechef depuis le début octobre, pour se fixer à 690 millions de \$É.U. après avoir atteint 734 millions de \$É.U. en septembre dernier. Ces chiffres demeurent encore fort éloignés des quelque 3,1 milliards de réserve du début de 2002.

Chili

Si l'économie du Chili n'est pas aussi fortement ébranlée par la crise argentine que celles du Paraguay ou de l'Uruguay, les chiffres montrent tout de même qu'il y a matière à inquiétude. Signe de la contraction du pouvoir d'achat plus que de la vigueur du secteur extérieur, les exportations ont bondi de 14,8 % et les importations se sont contractées de 4,5 % au mois de septembre. Ainsi, l'Institut national des statistiques estime que les ventes dans les magasins à grande surface ont chuté de 2,6 % depuis le début de l'année en cours. Le taux de chômage ne montre pas non plus de signes d'amélioration : il s'est élevé à 9,6 % au troisième trimestre et dépasse 13,5 % dans la ville de Santiago. Seul le secteur automobile

semble se reprendre. Les ventes d'automobiles ont en effet enregistré une hausse de 10,2 % au mois d'août 2002 après plus de deux ans de contractions mensuelles consécutives. Les économistes prévoient donc une croissance économique modeste allant de 1,7 à 2 % pour l'ensemble de l'année.

Le Chili et les États-Unis ont conclu au début d'octobre leur douzième tour de négociation commerciale à Atlanta. La presse chilienne a souligné le caractère frustrant de cette autre rencontre, les négociateurs chiliens n'ayant pu que soumettre de nouveau leurs propositions par secteur. Ainsi, ils ont insisté sur la libéralisation des secteurs agricole et agroalimentaire en réclamant l'entrée immédiate et sans tarifs douaniers des boissons et conserves, des viandes et des produits laitiers, tandis qu'ils attendent toujours de leurs vis-à-vis des contre-propositions spécifiques qui ne cessent d'être repoussées à la prochaine et dernière ronde. Les négociateurs des États-Unis ont, pour leur part, indiqué qu'ils comptaient offrir au Chili la libéralisation progressive du secteur agricole sur dix à quinze ans et qu'ils prévoyaient, d'ici là, limiter par des quotas les exportations agroalimentaires chiliennes. On s'attend aussi à ce que la dernière ronde, prévue pour novembre, constitue l'occasion pour les États-Unis de proposer une nouvelle initiative de règlement des différends commerciaux qui privilégiera en cas de litige la perception d'amendes "volontaires" plutôt que des sanctions commerciales. Une telle mesure permettrait également d'inclure dans cet accord des clauses concernant les normes fondamentales du travail et de la protection de l'environnement tel qu'exigé par le Congrès américain à l'occasion de toute nouvelle négociation commerciale. Le respect de ces normes serait assuré par un tel mécanisme. Une approche de ce type est d'ailleurs également à l'étude dans le cadre des négociations américaines avec Singapour.

Enfin, après deux ans et demi de négociations, le Chili a conclu le 25 octobre

un accord de libre-échange avec la Corée. L'annonce publique d'une telle entente s'est faite à l'occasion de la récente rencontre de l'APEC au Mexique. À l'occasion de celle-ci, le Président Lagos a également annoncé l'amorce de négociations trilatérales entre le Chili, la Nouvelle Zélande et Singapour. Grâce à cette nouvelle entente, le Chili espère doubler le montant de ses exportations vers la Corée, celles-ci ont totalisé 9 millions de \$É.U. en 2001, et ajouter une dimension agricole à des exportations dominées traditionnellement par le secteur minier. La Corée importe en effet près des trois-quarts de sa consommation de fruits et légumes. L'accord, qui constitue la première entente de libre-échange à être signée entre un pays asiatique et un pays de l'hémisphère occidental, prévoit la libéralisation immédiate de 77,5 % des exportations chiliennes (exception faite du cuivre), contre 66,7 % des envois coréens vers le Chili. L'entente entrera en vigueur dès son approbation par le Congrès chilien, ce qui devrait se faire d'ici l'été 2003.

PAYS ANDINS

L'exaspération a fini par gagner le gouvernement de l'Équateur dans ses négociations avec le FMI portant sur un crédit de 240 millions de \$ É.U. Alors que l'Équateur demande maintenant essentiellement une lettre d'appui du Fonds pour accéder aux crédits de la Banque mondiale et de la BID, le FMI insiste, sans succès, sur la nécessité que le pays s'engage à geler sa masse salariale. Résultat : le gouvernement Noboa a annoncé le premier octobre qu'il se retirait des pourparlers entamés au début de l'année, laissant ainsi au prochain gouvernement la tâche d'arriver à une entente avec l'organisme financier. Il incombera donc à Lucio Gutierrez ou à son rival Alvaro Noboa, tous deux candidats présidentiels éligibles au second tour électoral de novembre prochain, de poursuivre les négociations avec le FMI.

Les choses ne vont pas mieux au Venezuela : les médias nationaux affirment, par exemple, que le président est soit un communiste, soit un incapable menant le pays à la ruine. Le climat politique ne se détend donc guère pour Chávez, alors que l'opposition civile, politique et militaire exige sa démission par référendum, lorsqu'elle n'appelle pas simplement à la rébellion générale ou encore à la "prise de Caracas" comme le 22 octobre. Des activités qui sont perçues par le président comme une vaste conspiration contre sa personne. Devant ce désordre, les tentatives de médiation internationale se multiplient : après la visite de Carter en été, c'est maintenant au tour de Cesar Gaviria, Secrétaire général de l'OÉA, d'aller à Caracas pour tenter de réconcilier les parties et trouver une solution politique durable.

La situation politique troublée se double d'une dégringolade économique. Ainsi, selon l'Institut statistique Datanáisis, le nombre de chômeurs au pays a bondi de 20% entre juillet et septembre pour se chiffrer à 19,5 %, tandis que l'inflation de 25% et la dévaluation des sept derniers mois se sont traduites par un taux d'appauvrissement de la population de plus de 16,7%. De plus, le président du groupe d'entrepreneurs Conindustria estime que la contraction de l'activité industrielle atteindra les 4 à 5 % en 2002. Consecomercio indique de son côté que les Vénézuéliens ont de nombreuses raisons de protester massivement : en 2002, « 75 % des Vénézuéliens sont devenus pauvres; 73 % sont partiellement au chômage, tandis que les produits sont 50 % plus chers que l'an dernier et que la monnaie s'est dévaluée de 100 % ». Enfin, les investissements étrangers –essentiellement français, chinois et américains– déjà épars l'année dernière sont en chute libre : pour les huit premiers mois de l'année, les capitaux étrangers canalisés vers le pays se sont repliés de 61,3 % par rapport à la même période de l'année dernière, pour se chiffrer à 17,27 millions de \$É.U. Le secteur bancaire privé prévoit donc que l'économie du pays connaîtra une

contraction de 5 à 7 % pour l'année en cours...

BRÈVES HÉMISPHERIQUES

- Lors de la première semaine d'octobre, le ministère des Ressources naturelles du Canada a annoncé qu'il attribuera une aide de 246 millions de \$CDN aux producteurs de bois-d'œuvre du pays. Ces derniers doivent payer depuis mai dernier des droits de plus de 27 % sur leurs exportations vers les États-Unis. Le ministère estime que le différend, porté devant l'OMC et l'ALÉNA, prendra jusqu'à deux ans avant d'être réglé. Dans un autre dossier, celui de la Commission canadienne du blé, le Canada encaisse toujours fort mal la décision du département du Commerce des États-Unis de poursuivre ses enquêtes. Enfin, on notera que le tribunal arbitral de l'ALENA a décidé de fixer à 6,05 millions de \$ can. (plus les intérêts) le montant de la compensation financière que le gouvernement devra verser à la compagnie Myers. (voir chronique thématique)
- Les négociations entre le Canada et l'Amérique centrale en vue d'un accord de libre-échange en sont déjà à leur cinquième et avant-dernier tour. Compte tenu des différences qui ont surgi au sujet des listes de produits devant bénéficier d'une libéralisation immédiate, il n'est pas sûr que l'accord puisse être signé le 7 décembre comme prévu. Le Canada entend par ailleurs ouvrir des négociations commerciales avec la Communauté andine et la république dominicaine.
- Le 8 octobre, l'Argentine s'est jointe au Brésil pour interdire l'entrée des viandes uruguayennes soupçonnées d'être contaminées par la fièvre aphteuse. En place pour "un temps indéfini", cette mesure s'applique aussi aux chargements de viandes uruguayennes transitant par le territoire argentin en direction du Paraguay ou du Chili.
- Le 15 octobre, les pays-membres du Mercosur ont amorcé un processus de révision de leur politique de tarifs externes communs afin de décider des tarifs de base qui seront appliqués aux importations des pays non-membres du Mercosur dans le cadre de la ZLÉA. Le Mercosur a jusqu'au 15 avril prochain pour indiquer au Secrétariat de la ZLÉA le niveau définitif de ce tarif externe situé à l'heure actuelle à 13%. Les membres de la Communauté andine des nations (CAN) ont également convenu d'un tarif externe commun de 20% sur près de 62% des produits importés dans la zone. Le 15 avril, ils notifieront enfin le Secrétariat de la ZLÉA du tarif définitif qui s'appliquera aux non-membres de la CAN.
- Le 11 octobre, le président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, a fait savoir qu'il appuyait le Brésil dans sa croisade contre les subventions agricoles des pays industrialisés, notamment en ce qui concerne le coton aux États-Unis et le sucre en UE.
- Le 23 octobre, le Chili a réouvert ses frontières aux viandes rouges argentines, après près d'un an et demi d'embargo. Les autorités chiliennes ont alors indiqué qu'elles avaient confirmé l'absence de fièvre aphteuse parmi le bétail argentin. Une telle décision n'est pas sans importance pour l'Argentine puisque, avant de bloquer l'entrée ce produit, le Chili achetait près de 14 % des exportations argentines de viande rouge, soit 64,1 millions de \$É.U.
- Le 10 octobre, la Banque pour la coopération internationale du Japon a accordé un crédit de 120 millions de \$ É.U. à la Colombie. Les fonds seront essentiellement alloués à des programmes publics visant les dimensions sociales de la protection environnementale, une décision plutôt curieuse vue la situation militaire et politique colombienne... Par ailleurs, le 11 octobre, la Corporation andine de développement (CAF en espagnol) d'offrit à son tour 3,5 milliards de crédits

au gouvernement Uribe. Ces nouveaux capitaux seront utilisés principalement pour des programmes macro-économiques et pour la réforme du système financier, le tout en vue de faciliter l'intégration du pays aux marchés internationaux.

- Le 3 octobre, la Banque centre-américaine d'intégration économique (BCIE) a offert une aide de 150 000 \$É.U. aux pays de la région afin d'appuyer différents projets prévus dans

le cadre du Plan Puebla-Panama. Chaque pays recevra 30 000 \$É.U. de ce total.

- En Jamaïque, les élections ministérielles du 16 octobre se sont soldées par plus de sept morts lors d'affrontements opposant les partisans du Parti du travail (KLP) et ceux du parti du peuple national (PNP) au pouvoir. Le Premier ministre P. J. Patterson a remporté un troisième mandat.